

-7085

NTRODUCING

Uncontrolled or sudden discharges of oil and hazardous materials can significantly endanger the quality of the environment. In This is known as the "polluter pays principle". The polluter's responsibility encompasses not only response and cleanup costs, but also restoration, rehabilitation or replacement of the impacted environment.

business: both the International Convention on Civil Liability for

Having the responsible party restore the environment or provide compensation for environmental damage, complements and reinforces enforcement actions. At the same time it promotes stewardship of our environment and enhances preparedness and

In recent years the Government of Canada has undertaken a number of initiatives to improve our emergency prevention. preparedness and response capabilities. In keeping with these initiatives, the Minister of Environment sought and obtained the approval of Treasury Board Ministers to create a special purpose account (the Environmental Damages Fund) to manage compensation for damages to the environment resulting from

What is the Environmental Damages



Established in 1995, the Environmental

holding or trust account to manage environmental damage. These funds may come in the form of court orders. lawards, out-of-court settlements. voluntary payments and other awards provided by various international liability The purpose of any contribution to the Fund, whether ordered the courts or other compensation regimes. This may include the

How does the fund work?



When an environmental settlement is being can recommend that the penalty include a monetary award. Such an award is mental damage and may also deter other parties from causing damage in

court order can direct this award be deposited into the Environmental Damages Fund, (Note: actual response, cleanup and legal costs are specifically excluded from the Fund).

Courts will play an important role in ensuring that, in the future. economic sanctions such as court awards and fines are deposited into the Environmental Damages Fund.

Currently, judicial awareness of the Fund's role in restoration efforts is minimal and therefore it is necessary for prosecutors to provide information concerning the Fund and potential court involvement to judges.

Courts may use a number of pieces of federal environmental legislation, for example, the Canadian Environmental Protection Act (CEPA), the Migratory Birds Convention Act (MBCA 1994), the Canada Wildlife Acs, the Fisheries Act, and Canada (CSA) to direct awards to the Fun

Courts can require offenders to contribute to the Fund by:

- X holding the polluter liable for environmental damage
- X directing the offender to take any action that would serve
- X directing the offender to pay for research initiatives
- X directing the offender to pay the amount of any fine or other monetary award in accordance with the directions of the court. (CEPA s.291(1)(m): Canada Wildlife Act s.16(d)(b)):
- X ordering any other reasonable requirement that would secure the offender's good conduct and the avoidance of
- X directing the offender to finance or protection of fish or fish
- X in addition CEPA (s. 296(1)) with alleged offenders, Such agreements can take any form available as court orders.

and scientifically sound manner. The Fund allows monetary



Photo courtesy of Shane O'Neil DFO.

Each award is accounted for region/community where the is committed to consulting and restoration of environmental damages. In its four-year existence.

Safeguarding the Public Interest

Ordering polluters to restore the environment or alternatively make payments to the Fund, clearly conveys the message that take responsibility for their actions. Canadian courts can provide serious economic disincentives for such illegal activities by

Corporations may also wish to voluntarily contribute to the Fund News releases publicizing contributions will encourage others to become better stewards of our environment.

Catalogue No. EN40-601/2000 ISBN 0-662-64939-7

Published under the authority of the Federal Minister of the Environment.







Fonds nour

Fonds pour dommages à 'environnement Les déversements non contrôlés ou soudains d'hydrocarbures et de maitères dangereuses peuvent considérablement mettre en péril la qualité de l'environnement. Au Canada, le pollueur, (ou la partie responsable), a la responsablité de prendre des mesures efficaces pour remédier aux dommages qu'il a causés à l'environnement. C'est ce que l'on appelle le « principe du pollueur-payeur ». Ainsi, le pollueur à la responsabilité d'assumer non seulement les coûts d'intervention et de nettoyage, mais aussi les coûts de la restauration ou de la remise en état de l'environnement qu'il a pollué.

Il est reconnu à l'échelle internationale que les indemnisations pour dommages à l'environnement sont des coûts légitimes que doivent assumer toute entreprise responsable de tels dommages, la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la Convention portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ont toutes deux été modifiées en 1992 pour misure seffiéte la legitimité de ces indemosations.

Le fait d'obliger toute partie responsable à restaurer l'environnement qu'elle a pollué ou à verser une indemnisation pour les dommages causés à l'environnement permet de compléter et de renforcer les mesures d'exécution prévues par la loi. Ce principe fait par ailleurs la promotion d'une bonne intendance de l'environnement, améliore la capacité d'intervention des entreprises et favorise le respert des lois et des règlements.



Une marée noire s'abat su

Au cours des demières annees, le gouvernement du Canada a entrepris un certain nombre dinitiatives pour ameliorer ses capacités en matière de prévention de préparation et d'intervention d'un prévaigne. Dans le cadre de ces intrigence. Dans le l'Environnement à s'ollicité et obtenu l'approbation des ministres du Conseil du l'résor pour créer un fonds spécial du l'résor pour créer un fonds spécial de l'environnement) de gestion des indemnisations services pour dommages à l'environnement) de gestion des indemnisations services pour dommages causes à

versées pour dommages ca l'environnement par suite de pollution accidentelle.

Qu'est-ce que le Fonds pour dommages à l'environnement?

Le Fonds pour dommages à l'environnement, créé en 1995, est un compte en fiducie spécial qui sert à gérer les fonds reçus à titre d'indemnisations pour dommages à l'environnement. Ces fonds peuvent provenir de montants adjugés par la cour, de règlements à l'amiable, de paiements volontaires ou de divers fonds internationaux d'assurance professionnelle.

Les contributions au fonds, qu'elles soient imposées par un tribunal ou volontaires, servent à assainr et à restaure de façor rentable, conformément aux conditions stipulées par les tribunaux ou d'autres régimes d'indemnisation, les milieux naturels qui ont été pollués. Elles servent également à entreprendre des évaluations ou des travaux de recherche et de developpement à l'appui des travaux d'assainissement et de restauration.

À quoi sert le Fonds pour dommages à l'environnement?



Les mortalités massives de poissons sont imputables à des activités telles que le ruissellement des pesticides, le déversement de produits chimiques et un manque d'oxygene causé par la pollurion

cas d'infraction environnementale ou qu'un règlement est négocié à l'amiable, les avocats de la couronne et de la défense peuvent recommander que la pénalité prévoit le versement d'une contribution financière. Cette contribution sert à réparer les dommages causés à l'environnement et peut également servir à prévenir tout dommage prévenir tout dommage

futur par d'autres partes. L'ordonnance de la cour qui en résulte peut stipuler que la contribution soit versée dans le Fonds pour dommages à l'environnement. (Remarque: Les coûts réels d'intrevention et de nettoyage et les frais juridiques sont spécifiquement exclus du fonds).

Les tribunaux jouent un rôle important pour assurer le respect des sanctions économiques qu'ils imposent, c'est-à-dire pour faire en sorte que les montants adjugés par la cour et les amendes soient ultérieurement versés dans le Fonds pour dommages, à l'environnement.

À l'heure actuelle, les efforts pour sensibiliser le système judiciaire au rôle que joue le fonds dans la restauration de l'environnement sont minimes; par conséquent, les procureurs doivent fournir de l'information aux juges concernant le fonds et le rôle éventuel des tribunaux à son égard.

Les, tribunaux, peuvent s'appuyer sur un certain nombre de lois fédérales, par exemple la Loi canadicine sur la protection de l'ensi-ronnement (LCDE), la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (LCOM), la Loi sur la fainte du Canada (LFC), la Loi sur la la pébes (LP) est Loi sur la marine marchiade du Ganada (LFC) pour ordonner le versement de contributions dans le Fonds pour drampages à l'environnement.

Les tribunaux peuvent exiger des contrevenants qu'ils contribuent au fonds en prenant les mesures suivantes :

- X tenir le pollueur responsable des dommages causés à l'environnement (LCPE, paragraphe 205(1));
- X ordonner au contrevenant de prendre des mesures qui serviront à restaure le milieu naturel qu'il a pollué ou à éviter tout dommage à l'environnement qui pourrait résulter de ses interventions JLCPE, alinéa 291(1)bj. LCOM 1994, alinéa 16(1)bj. Loi sur les péches, alinéa 79.2(1)bj. LEMIC, paragraphe 677(2), Lei sur la faime du Cainada, paragrapha 16a) et bj.
- ordonner au contrevenant de payer des travaux de recherche (LCRF, glinda 291(1)))
- ordonner au contrevenant de payer une amende ou toute autre contribution financière conformément aux directives du tribunal (LCPE, alinéa 291(1)m), Loi sur la faune du Canada, paragraphes 16d) et h):
- X ordonner au contrevenant de financer la promotion de la conservation ou de la protection des poissons ou des habitats du poisson (Loi sur les pêches, alinéa 79.2(11f));
- X imposer toute autre exigence raisonnable qui favoriserait la bonne conduite du contrevenant et éviterait toute infraction future à la legislation environnementale [LCPE, alinia 29(1)47, LCOM, 1994, alinia 16(1)2]. Loi sur le péchez, alinia 79.2(1)17, Loi sur la fusue du Canada, paragraphe 16(1)].
- X en outre, le paragraphe 296(1) de la LCPE stipule qu'Environnement Canada peut conclure des ententes avec

des présumés contrevenants en vue de l'adoption de mesures de rechange en matière de protection de l'environnement Ces ententes peuvent prendre diverses formes, y compris l'imposition de conditions en vertu d'ordonnances du tribunal.

L'administration financière du fonds préscrit les critères que doivent respecter les demandeurs et les décideurs. Les bénéficiaires du fonds sont tenus de respecter ces normes pour faire en sorte que les travaux de restauration soient exécutés de façon rentable, techniquement réalisable et contess respond crisotifices. Le fende

autorise le report de montants d'argent d'un exercice financier à un autre et fait l'objet d'une vérification par le Conseil du Trèsor pour faire en sorte que les conditions en vertu desquelles il a été établis soient respectées. Chaque contribution est comptabilisée de façon distincte, de sorte que les montants versés peuvent seulement être utilisés pour financer des projets dans la région ou la collectivité ou l'infraction a été commission.



les enfants se préparent à elâcher un jeune saumon. Photo gracieusement fournie par Shane O'Neil, MPO

En sa qualité de gardien responsable du fonds, Envonnement Canada s'engage à consulter les autres parties intéressées en vue d'atteindre des buts et objectifs communs relativement à l'assanissement et à la restauration de l'environnement, et à conclure des partenanats avec ces parties. Depuis la création d'u fonds il y a quatre ans, des montants ont été verses pour la réalisation de projets communautaires visant à protéger les poissons et à mettre en valeur leur habitat, à nettoyer des ioseaux souillés par des hydrocarbures et à effectuer des recherches sur des conditions environnementales.

Protection de l'intérêt public

Ordonner aux pollueurs de restaurer l'environnement qu'ils ont pollué ou de verser des contributions au Fonds pour dommages à l'environnement transmet un message clair : les activités illégales ne sont pas tolérées et les contrevenants doivent assumer la responsabilité de leurs actes. En imporsant des amendes plus élevées et en obligeant les pollueurs à réparer les dommages qu'ils ont causés à l'environnement, les tribunaux canadiens peuvent créer d'importants obstacles financiers à ces activités illiérales:

Les sociétés peuvent également verser des contributions volontaires dans le Fonds pour dommages à l'environnement en guise de compensation pour les dommages qu'elles ont causés à l'environnement. Les communiqués annonçant le versement de telles contributions encourageront les autres sociétés à mieux proféeer notre environnement.

our obtenir des renseignements supplémentaires, ous pouvez visiter le site d'Environnement Canada

No de catalogue En40-601/2000 ISBN 0-662-64939-7

Publié sous l'autorité du ministre fédéral de l'Environnement.

D Ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2000
Cette brochure est imprimée sur du papier contenant des fibres recyclées.

